

PREFECTURE DE LA REGION BOURGOGNE
PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIJON, LE 24 FEV. 2011

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société OTC

Commune de DIJON

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFÈTE DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement partie législative et notamment son article L 514-2,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 autorisant la Société OTC, dont le siège social est situé 16 Rue de la Breuchillière – ZAE CAP Nord – 21000 Dijon, à exploiter les installations de son établissement sis à la même adresse,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, en date du 04 février 2011,
- CONSIDERANT que la bâche du bassin de confinement est déchirée et contient des déchets divers (plastique...), que l'étanchéité, le fonctionnement, l'emplacement et les modalités de recueil des eaux du bassin doivent être explicités,
- CONSIDERANT que le réseau de collecte des eaux pluviales n'est pas maintenu propre,
- CONSIDERANT que le plan des réseaux d'eau n'est pas daté et ne contient ni le positionnement du séparateur à hydrocarbures, ni celui du bassin de confinement,
- CONSIDERANT que le registre des déchets ne contient pas l'ensemble des informations visées à l'article 27 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 1996 susvisé,
- CONSIDERANT que la conformité des installations, au regard de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre le risque foudre, n'a pas été démontrée,
- CONSIDERANT que les accès doivent être dégagés pour permettre l'intervention rapide des services de secours,
- CONSIDERANT que les méthodes d'intervention en cas de sinistre doivent être établies,
- CONSIDERANT que le plan d'intervention n'est pas affiché
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-2 du Code de l'environnement, la Société OTC, dont le siège social est situé 16 Rue de la Breuchillière – ZAE CAP Nord – 21000 Dijon, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter :

sous 1 mois :

> les exigences de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 1996 (« Un bassin de confinement... est réalisé avec un volume minimal de 240 m3 par bâtiment d'exploitation. Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal ce bassin est maintenu vide. »),

> les exigences de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (« Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours »),

> les exigences de l'article 32.4 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (« Le plan d'intervention doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours »),

> les exigences de l'article 36.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (« Un panneau placé à proximité de l'entrée du site doit indiquer les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement »).

sous 3 mois :

> les exigences de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (« Des plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux, doivent être établis par l'exploitant, tenus à jour et datés. Il doit faire apparaître...les regards avaloirs...et toutes indications nécessaires à leur compréhension »),

> les exigences de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (« Le registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets doit comporter à minima, pour chaque déchet, la nature, l'origine et les codes de la nomenclature des déchets... »),

> les exigences des l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1996 susvisé (« les dispositions des articles 1 à 7 et 10 de l'arrêté ministériel du 15 Janvier 2008 concernant la protection contre la foudre de certaines installations doivent être respectées »),

ARTICLE 2 – Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21 000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de Dijon, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le directeur de la Société OTC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de Dijon.
- . M. le Directeur de la Société OTC.

FAIT à DIJON, le 24. FEV. 2011

La PRÉFÈTE,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale

Martine JUSTON